

## « 10 mai 1981-10 mai 2011 : trentième anniversaire »

### Témoignage de Pierre Mauroy

*(Discours au Sénat, 6 mai 2011)*

Chers amis,  
Mesdames, Messieurs,

A l'issue de cette journée consacrée au trentième anniversaire de l'arrivée de la gauche au pouvoir le 10 mai 1981, je voudrais remercier l'Institut François Mitterrand, son président Hubert Védrine et toute mon équipe de la fondation Jean Jaurès, notamment Laurent Cohen, son directeur général, pour cette heureuse initiative.

Le temps m'est compté, je ne peux remercier tous ceux qui sont intervenus mais j'ai été très intéressé par leurs communications et les débats suscités dans les trois tables rondes.

Vous avez su faire revivre un événement, la victoire de François Mitterrand le 10 mai 1981, qui se situe au haut de l'Histoire de notre pays, non seulement parce que la victoire a été éclatante mais parce que, comme à la Libération, elle a inauguré une ère nouvelle qui s'est inscrite dans le temps. Les valeurs qu'elle a portées irriguent toujours le présent et imprégneront, j'en suis certain, les temps à venir, tant elles sont vivantes dans la conscience collective des Français.

Cette date du 10 mai 1981 exerce, bien sur, une résonance particulière en nous et spécialement en moi. Elle représente à la fois l'aboutissement d'un combat que j'ai engagé dès l'âge de 16 ans et l'ouverture d'une page d'histoire que François Mitterrand et moi voulions tout sauf une « expérience », même si nous entendions prendre appui sur l'oeuvre de Léon Blum, la poursuivre et surtout la dépasser. Je crois que sur ce point, nous avons réussi.

Chers amis, puisqu'il me revient de conclure cette riche journée, je voudrais dégager en quelques mots ce que sont à mes yeux les lignes de force de l'héritage de ce grand moment de notre Histoire qu'est le 10 mai 1981. Un héritage qui n'est pas seulement celui de François Mitterrand mais qui appartient au peuple français, à la gauche unie et à tous ceux qui y ont participé et qui en sont devenus les grands témoins, dont certains sont présents dans cette salle : je salue les trois Premiers ministres, Laurent Fabius, Edith Cresson et Lionel Jospin et les ministres Charles Fiterman, Pierre Joxe, Paul Quilès, Jack Lang. Je salue aussi les journalistes qui ont animé les tables rondes de cette journée, Michèle Cotta, Gilles Leclerc et Jean-Pierre Elkabbach.

Je crois que l'un des apports majeurs de mai 1981 est le vent de liberté et de démocratie, bref de renouveau, qui a soufflé sur la France et qui a imprégné toute la société. Le vote par le Parlement, dès septembre 1981, de l'abolition de la peine de mort, alors que la majorité du peuple français y était opposée, a constitué peut-être le symbole de cette volonté de faire progresser la France vers une démocratie plus forte et plus exigeante sur le plan de la dignité et de la conscience humaines.

Mai 1981, c'est aussi la libération des ondes. On l'oublie souvent tant le formidable mouvement de liberté d'expression et de création de radios libres et de chaînes de télévision s'est développé avec une ampleur et une rapidité imprévues. Il manifestait le besoin urgent d'en finir avec le contrôle tatillon que la droite opérait depuis si longtemps sur l'information.

Libération également des territoires par une démarche décentralisatrice inédite en

France dont toute l'histoire depuis la Royauté avait été marquée par un centralisme qui étouffait les élus locaux soumis à la tutelle du préfet et vidait la vie locale de toute grande initiative propre.

Les lois de décentralisation de 1982-1983 ont reçu au fil du temps l'appui de ceux-là même qui les avaient vivement combattues. Plébiscitées par les Français, elles ont été approfondies par tous les gouvernements qui se sont succédé depuis, de droite et de gauche, à l'exception du gouvernement actuel qui, en 2010, a opéré une recentralisation qui n'ose pas dire son nom. Mais, n'en doutons pas, ce retour en arrière est voué à l'échec tant l'aspiration des habitants à participer directement aux décisions qui les concernent dans leur vie quotidienne reste vive.

De même, la démarche décentralisatrice a été à l'origine de l'épanouissement des villes françaises, malheureusement encore insuffisant en raison du poids de la ruralité qui persiste en France et qui résiste à l'émergence de grandes capitales régionales donnant l'impulsion à des régions fortes.

Le même souffle de liberté a redonné sa vigueur au ministère de la Culture, dont les crédits ont été considérablement accrus, permettant, sous l'autorité de Jack Lang, une ouverture formidable vers tous les arts et les mouvements culturels modernes. Je retiendrai deux mesures qui résument l'esprit de mai 81 dans ce domaine : le prix unique du livre et la fête de la musique, qu'on doit à la créativité du directeur de la Musique de l'époque, Maurice Fleuret, fête dont on connaît le succès désormais mondial.

- Mai 1981, c'est aussi bien sur et surtout des avancées sociales considérables. On mesure aujourd'hui à quel point les Français sont restés attachés à celles réalisées par mon gouvernement. Vous les avez rappelées. Je ne prendrai que l'exemple de la retraite à soixante ans qui a constitué à leurs yeux un progrès auquel ils ont prouvé récemment qu'ils n'entendaient pas renoncer.

Pour garantir le progrès social, il faut promouvoir le développement économique et le potentiel industriel, en particulier dans le domaine des PME. Il ne faut pas oublier non plus de maintenir et d'accroître notre potentiel énergétique certes par le recours aux énergies nouvelles mais surtout par le maintien, voire le renforcement de notre énergie nucléaire. Il en va du classement de la France sur le plan mondial.

Je suis fier aussi d'avoir créé le premier ministère à part entière des droits de la femme qui, sous l'impulsion vigoureuse d'Yvette Roudy, a engagé un mouvement pour l'égalité et la parité dans tous les domaines de la vie sociale, qu'il s'agisse du monde du travail ou de la sphère politique. Certes, même si des progrès ont été accomplis, l'égalité et la parité entre les sexes sont loin d'être atteintes dans les faits. Mais l'impulsion donnée en 81 a été décisive et ne doit pas s'arrêter.

L'héritage de mai 1981, c'est aussi le choix irréversible de l'Union européenne, sauvegardée en 82/83 par le maintien de la France dans le SME qui a permis sa remise en route, ouvrant la voie à l'Acte unique européen, au traité de Maastricht et à l'euro. Comme je regrette que l'Europe politique tarde à devenir réalité ! La grave crise financière et économique mondiale qui touche l'Europe depuis 2008 a mis en lumière le pouvoir excessif et les privilèges extravagants de la banque et de la finance et de leurs dirigeants.

Que dis-je ? Malgré l'ampleur d'une crise qui n'est pas terminée et malgré les déclarations faites dans les récents sommets internationaux promettant d'y mettre un terme, ces extravagances perdurent. La gauche devra y mettre fin.

Répétons-le. Il est scandaleux qu'un haut dirigeant, dans un monde que nous voulons plus égalitaire, puisse gagner 40, voire 50 fois plus qu'un salarié de base. S'il est une nouvelle Bastille à prendre, c'est bien celle-là !

Je pense que la réussite de l'Europe dans le nouveau contexte mondial de concurrence

exacerbée, ne sera assurée que si la primauté du politique s'impose face au pouvoir économique et financier. Actuellement, l'Europe n'est pas à la hauteur de ces enjeux. Elle doit veiller à être symbolisée par des figures populaires et hautement représentatives du combat commun, de l'innovation technologique et intellectuelle comme de la hardiesse sociale.

Il en va de même au niveau national et international.

Si mai 1981 a installé l'alternance démocratique en France, les avancées restent insuffisantes au regard de l'exigence de la prise en compte des aspirations et des intérêts du peuple face à aux dirigeants des banques et des entreprises du CAC 40.

Sur le plan international, je fais le même constat. Certes,

en trente ans le monde a changé. Après la chute du Mur de Berlin, nous sommes entrés dans une phase d'accélération de l'Histoire, comme en témoigne encore tout récemment la force des mouvements assoiffés de liberté et de démocratie qui ébranlent depuis quelques mois de nombreux pays du Moyen-Orient.

Mais à mes yeux, les avancées que le monde connaît relèvent encore trop de l'ordre du symbolique dans la mesure où le développement de la mondialisation n'est toujours pas accompagné, au niveau de l'ONU, d'un gouvernement économique et parce que le pouvoir politique continue de se heurter aux règles d'airain d'un marché mondial insuffisamment régulé.

Je pense que, en ce début de siècle, il est temps qu'une véritable révolution s'opère dans les esprits et dans les faits pour engager une profonde mutation démocratique de la marche du monde. Cette mutation a été contrariée depuis près d'un demi-siècle par la formidable offensive néo-libérale déclenchée par Ronald Reagan, Margaret Thatcher et biens d'autres. Elle a ralenti - et quelque fois même brisé- l'élan de la gauche mondiale.

C'est à cette tâche que doit s'atteler le parti socialiste, qui est devenu depuis mai 1981 le grand parti de la gauche française. C'est en faisant revivre, dans un futur proche je l'espère, l'esprit de mai 1981, conquérant, rassembleur et généreux qu'il y parviendra.

Encore merci à tous pour cette passionnante journée et à bientôt.